

La guerre d'Algérie, couverte par l'AFP au "Maghreb Circus"

Par Nejma Brahim (lundi 16 juillet 2018)



Le 21 juin 1956, des suspects algériens sont arrêtés lors d'une vaste opération militaire dans la région de Tablat et Bir Rabalou, après une série d'assassinats. (crédit photo : STF/AFP)

Le Contexte : 1960-1962

En 1960, alors que les résistants algériens luttent pour l'indépendance de leur pays depuis six ans, la presse internationale missionne ses journalistes pour couvrir le conflit. Ils écrivent pour l'Agence France Presse (AFP), Le Monde, Le Figaro, L'Humanité ou le New York Times. Ils jouent un rôle



Michel Leleu (Photographié en 1974) dirige le service diplomatique de l'AFP entre 1954 et 1962. En arrière plan Gallois Geneviève, secrétaire du Diplo.

déterminant et font le pont entre le Front de libération nationale (FLN) et la France, tissant ainsi des liens particuliers avec les personnalités influentes du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Ce groupe de journalistes travaille depuis Tunis et se fait surnommer le "Maghreb Circus". Sans accréditation officielle, ils suivent les réunions du GPRA et participent aux conférences de presse. Côté FLN, ce sont des hommes de confiance à qui il ne faut tout de même pas trop en dire. Côté français, ils n'ont pas le droit de communiquer avec les pouvoirs officiels. Ces journalistes restent libres d'écrire sur tout, sauf sur le sujet délicat de la torture.

Le témoin : Michel LELEU

A 95 ans, cet ancien journaliste de l'AFP ne perd pas une miette de ses souvenirs. Chef du service diplomatique de l'Agence France Presse durant douze ans, il se rend à Alger lorsque la guerre d'indépendance éclate, jusqu'à son entrée au "Maghreb Circus" dès sa création à Tunis, en 1960. Il côtoie ainsi de grandes figures du GPRA, comme Redha Malek, directeur du journal du FLN, et M'hamed Yazid, porte-parole du parti. Aux côtés des autres membres de ce microcosme médiatique, il suit les pérégrinations du GPRA, alors perçu par le pouvoir français comme un ami du camp adverse, et vice-versa.

Le témoignage :

Je suis entré au bureau de l'AFP en 1948. Quand la guerre d'Algérie a éclaté, je n'étais pas prédestiné à traiter cette question. J'étais plutôt spécialisé dans les rapports Est/Ouest. Mais jusqu'en 1960, j'ai fait des allers-retours réguliers à Alger. Une fois, le PDG de l'AFP, Jean Marin, m'a téléphoné et m'a dit : 'Ça tombe bien que vous soyez là-bas. Vous allez rejoindre le 'Maghreb - Circus', qui s'est formé à Tunis.' Une vingtaine de correspondants français et étrangers chargés de couvrir le conflit à travers le GPRA.

Tous les deux mois environ, nous devions suivre les réunions de ses membres. Nous n'avions pas le droit de parler aux pouvoirs français.

Le soir, nous nous retrouvions au café entre confrères, sans jamais évoquer le conflit.

J'étais en contact direct avec Rheda Malek et M'hamed Yazid, deux figures du FLN. Un jour, Malek m'a dit : 'Au fond, vous êtes normand... L'Algérie indépendante, ça vous est égal.' Pour moi, l'indépendance était inéluctable, mais, en effet, ça ne m'empêchait pas de dormir. Il a rétorqué que nous n'avions rien fait de grand en Normandie, ce à quoi j'ai répondu que nous avions envahi l'Angleterre. Nous en avons ri.

Notre présence dans le cadre du 'Maghreb Circus' était tout à fait informelle. Nous n'étions pas accrédités, simplement choisis par les responsables du FLN : si notre tête ne leur revenait pas, nous n'étions pas acceptés aux réunions et conférences de presse du parti. Nous avons des relations courtoises mais méfiantes. Nous représentons le camp ennemi.

S'en tenir aux fonctions journalistiques

Les instructions du GPRA étaient impératives : pas de contact avec l'ALN (Armée de libération nationale) et les guérilleros. D'ailleurs, si les Français nous avaient retrouvés parmi eux, quel aurait été notre statut ? Nous devions nous en tenir à nos fonctions journalistiques. Malgré tout, nous faisons le pont entre le FLN et les Français. Par exemple, je suis tombé sur le ministre des Affaires étrangères français de l'époque, Maurice Couve de Murville, lors d'une réunion à New York. Il m'a demandé : 'Que veulent-ils ?' Je lui ai répondu le Sahara. 'Eh bien ce sera la guerre !' a-t-il déclaré, espérant que je transmette le message. La seule fois où j'ai outrepassé mes fonctions, c'est lorsque j'ai mis sur pied un échange pour sauver la vie d'un officier de l'ALN qui allait être fusillé. De Gaulle l'avait condamné à mort la veille.

Eviter le sentimentalisme

Avec l'aide d'un chargé d'affaires français, nous avons échangé sa vie contre celles de trois aviateurs français retenus à Tébessa. Je l'ai fait contre les instructions du siège de l'AFP. Plus tard, un agent du FLN m'a téléphoné pour me dire que 'mon protégé' souhaitait me remercier. Je lui ai dit que je ne faisais pas de service après-vente ! Cette situation m'a gêné, mais c'était un devoir de citoyen. Je n'en ai jamais parlé à ma femme, ni à l'AFP.

J'ai traité ce conflit comme n'importe quel autre. Sans pour autant minimiser le dossier, je ne voulais pas 'sentimentaliser' le débat. Ceci dit, je me sentais comptable de la vie des gens qui se battaient. Il y avait un nombre considérable de vies en jeu, des deux côtés. J'ai gardé une totale liberté dans le traitement de l'information. Je me penchais sur les négociations, moins sur les combats. Et puis, il y avait le sujet de la torture. Nous ne disions jamais rien là-dessus. De Tunis, comment voulez-vous évoquer cela ? Nous n'étions pas crédibles : pour les Français, nous étions dans l'autre camp, celui du GPRA. Nous savions que cela existait, mais les Algériens n'en parlaient pas. C'était compliqué à gérer, car les infos ne sont jamais fiables en temps de guerre. Un vrai cas de conscience.

Je ne prenais pas beaucoup de notes. Après une réunion importante du GPRA, comme à Monrovia (Liberia), je dictais les nouvelles au poste de l'AFP le plus proche. Le peu d'écrits que j'avais conservés ont été détruits à la fin du conflit.

Une issue attendue

A vrai dire, je m'attendais à cette issue. La décolonisation était dans l'ère du temps. J'ai connu peu à peu l'Algérie indépendante. Je me suis lié d'amitié avec Mohamed Seddik Benyahia, qui a participé aux accords d'Evian, avant d'être ministre de l'Information (entre autres, ndlr). Sa mort dans un crash d'avion m'a touché. J'ai aussi assisté à la première réunion de l'Assemblée constituée aux élections législatives. Progressivement, j'ai cessé de couvrir l'Algérie. J'y suis retourné deux fois par la suite : pour une réunion panafricaine organisée à Alger, puis pour la rencontre entre Houari Boumédiène et Valéry Giscard d'Estaing. La dernière image que j'ai de cette Algérie nouvelle est amusante : un sabot de police sur ma voiture, restée garée trop longtemps."